EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 28 mars 2019

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 31 membres.

Étaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Sylvia BARTHELEMY - François BERNARDINI - Roland BLUM - Patrick BORÉ - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Martine CESARI - Gaby CHARROUX - Frédéric COLLART - Georges CRISTIANI - Arlette FRUCTUS - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Nicolas ISNARD - Maryse JOISSAINS MASINI - Didier KHELFA - Eric LE DISSÈS - Richard MALLIÉ - Xavier MERY - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Georges ROSSO - Michel ROUX - Martine VASSAL.

Étaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Danielle MILON représentée par Danièle GARCIA.

Étaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Henri PONS.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

ECO 021-5564/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'Investissement Territorial Intégré au titre de la programmation FEDER 2014-2020 MET 19/10233/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du programme opérationnel FEDER 2014-2020, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur agissant en tant qu'Autorité de gestion a fait le choix de soutenir le développement urbain durable par le biais d'une approche urbaine intégrée en faveur des quartiers prioritaires, à l'aide d'Investissements Territoriaux Intégrés (ITI), destinés aux quatre principales agglomérations du territoire régional (Aix-Marseille-Provence, Nice Côte d'Azur, Toulon Provence Méditerranée, Grand Avignon).

A la suite du Comité de suivi interfonds du 22 mai 2015, les quatre agglomérations ont candidaté au statut d'Organisme Intermédiaire pour la mise en œuvre d'un ITI sur leur territoire.

Par la délibération n°023-21/12/2015 CC du 21 décembre 2015, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la convention d'ITI passée entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur agissant en qu'Autorité de gestion (AG) et Marseille Provence Métropole agissant en tant qu'Organisme Intermédiaire (OI). Cette convention d'ITI a fait partie des actes transférés à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016.

La convention d'ITI a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Autorité de gestion (AG) confie à l'Organisme Intermédiaire (OI) certaines tâches pour la sélection des opérations relevant du périmètre de l'ITI. Cette convention, conclue sur le fondement de l'article 123-6 du Règlement UE n°1303-2013, n'a pas pour objet de confier à l'OI de subvention globale. Les crédits alloués au financement de l'ITI sont gérés par et sous la responsabilité de l'AG, conformément à la piste d'audit et au Descriptif de Gestion et de Contrôle approuvés.

Signé le 28 Mars 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 05 avril 2019

Dans ses grandes lignes, la convention indique le périmètre de l'ITI, tel que défini par la stratégie urbaine intégrée de l'OI et l'enveloppe financière de l'ITI (tableaux financiers, indicateurs et catégories d'intervention). Elle détaille également les missions de l'OI, les contrôles de l'OI par les autorités habilitées et les modalités de supervision de l'OI par l'AG.

L'enveloppe ITI-FEDER gérée par la Métropole couvre aujourd'hui les 38 quartiers prioritaires et les 3 quartiers de veille active existants sur le territoire de Marseille Provence. L'enveloppe FEDER dédiée à cet instrument s'élève à 11.400.000 € (pour un coût total éligible de 22.800.000 €) répartie entre 3 Priorités d'Investissement (PI) : 5.310.000 € au titre de la PI4e (Mobilité durable) ; 1.060.000 € au titre de la PI8a (Favoriser l'emploi) et 5.030.000 € au titre de la PI9a (Promouvoir l'inclusion sociale).

A l'occasion de la révision à mi-parcours du Programme Opérationnel FEDER-FSE PACA 2014-2020, l'Autorité de gestion a souhaité procéder à certains ajustements conduisant à une modification de l'article 4.1 « Montant prévisionnel de l'enveloppe allouée », dans ses paragraphes 3 et 7, ainsi que de l'annexe 3 de la convention initiale.

Le paragraphe 3 de l'article 4.1 de la convention initiale prévoyait que « l'Autorité de gestion s'engage à inscrire dans son budget les crédits nécessaires à l'engagement de la programmation et au paiement des porteurs de projets. De son côté, l'Organisme intermédiaire s'engage à ne pas sélectionner des projets pour un montant supérieur à l'enveloppe budgétaire fixée par l'Autorité de gestion. L'Autorité de gestion communiquera à l'Organisme intermédiaire le niveau de consommation de cette enveloppe budgétaire, après chaque Comité régional de programmation. »

La modification proposée de l'article 4.1 vise à la suppression de ce paragraphe 3, autorisant ainsi une surprogrammation.

Le paragraphe 7 de l'article 4.1 de la convention initiale indiquait « Pour les années suivantes, en cas de modifications, le plan de financement est fixé par avenant, après avis du Comité régional de programmation ».

La modification proposée vise à remplacer « Comité régional de programmation » par « Comité de suivi ».

La modification proposée de l'annexe 3 de la convention initiale, dans sa partie C « Plan de financement prévisionnel et indicateurs de l'ITI (tableaux types relatifs aux indicateurs de réalisation) vise à une actualisation de valeurs cibles (pour 2018 et pour 2023) pour les indicateurs contribuant au cadre de performance :

- Pour l'indicateur C001 « Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien », la valeur cible pour 2018 passe de 50 à 52 et celle pour 2023, de 150 à 156.
- Pour l'indicateur IR9a « Espaces bâtis, construits ou réhabilités à des fins de services sociaux », la valeur cible pour 2023 passe de 4000 m² à 4300 m².
- Pour le montant certifié TTC, la valeur cible pour 2018 passe de 24% à 15,83%

Ces modifications n'ont aucune incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Signé le 28 Mars 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 05 avril 2019

- Le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1303/2013 (ci-après dénommé « le Règlement général ») portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
- Le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional, et notamment son article 7 ;
- La décision de la Commission européenne n° CE C(2014)9890 du 12 déc. 2014 adoptant le Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020 ;
- La décision de la Commission européenne n° CE C(2018)5884 du 5 septembre 2018 approuvant la révision du programme opérationnel FEDER-FSE 2014/2020 ;
- Le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes co-financés par les fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- Le comité de suivi du 22 mai 2015 validant les critères de sélection des organismes en charge des Investissements Territoriaux Intégrés ;
- Le comité de suivi du 10 avril 2018 approuvant la révision du programme opérationnel FEDER-FSE 2014/2020 ;
- La délibération du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur n° 15-1025 du 16 octobre 2015 autorisant le Président de la Région à signer la Convention d'Investissement Territorial Intégré au titre de la Programmation FEDER 2014-2020 ;
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence n°023-21/12/15CC du 21 décembre 2015 autorisant le Président à signer la convention d'Investissement Territorial Intégré au titre de la Programmation FEDER 2014-2020 ;
- La délibération n°18-1106 de la commission permanente du Conseil régional du 14 décembre 2018 autorisant le Président de la Région à signer l'avenant n°1 à la convention d'Investissement Territorial Intégré au titre de la Programmation FEDER 2014-2020 ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La Convention d'Investissement Territorial Intégré au titre de la Programmation FEDER 2014-2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'à l'occasion de la révision à mi-parcours du Programme Opérationnel FEDER-FSE PACA 2014-2020, l'Autorité de gestion a souhaité procéder à certains ajustements conduisant à une modification de l'article 4.1 ;
- Qu'il convient de modifier la convention d'Investissement Territorial Intégré.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 de la convention d'Investissement Territorial Intégré au titre de la programmation FEDER 2014-2020, ci-annexé.

Signé le 28 Mars 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 05 avril 2019

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant n°1, et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué
Relations internationales et européennes

Richard MALLIÉ